



Assemblée générale

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 146 et 156 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport sur la disposition finale des actifs de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) (A/66/569). À cette occasion, il a entendu des représentants du Secrétaire général, qui lui ont fourni des compléments d'information.
2. L'ayant établi dans sa résolution 858 (1993), le Conseil de sécurité a élargi le mandat de la MONUG dans sa résolution 937 (1994) et l'a prorogé jusqu'au 15 juin 2009 dans sa résolution 1866 (2009). Le mandat de la Mission n'ayant pas été prorogé au-delà du 15 juin 2009, les activités de liquidation, y compris la liquidation finale des actifs de la Mission, qui ont commencé pour une période de quatre mois le 1^{er} juillet 2009 se sont achevées le 31 octobre de la même année.

II. Disposition finale des actifs

3. Le rapport du Secrétaire général rend compte de la disposition finale des actifs de la Mission, dont la valeur d'inventaire s'élevait à 22 710 000 dollars (valeur résiduelle s'établissant à 7 599 600 dollars) au 1^{er} juillet 2009. Comme il ressort du paragraphe 3 du rapport, la liquidation de ces actifs s'est opérée conformément à l'article 5.14 du Règlement financier et des règles de gestion financière de

* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 avril 2012) (compte tenu du document A/66/718/Add.1/Corr.1 daté du 9 mars 2012).



l'Organisation des Nations Unies. Aux fins de l'opération, les actifs ont été classés en trois groupes (A/66/569, tableau 1).

4. Le groupe I comprend les actifs jugés réutilisables pour des opérations de maintien de la paix ou pour des activités de l'Organisation financées par des contributions statutaires. Ces actifs, dont la valeur d'inventaire s'élevait à 10 734 600 dollars (valeur résiduelle s'établissant à 3 980 400 dollars), ont été transférés à d'autres missions des Nations Unies ou entreposés temporairement à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie).

5. Le groupe II comprend les actifs, d'une valeur d'inventaire de 6 667 200 dollars, écoulés dans la zone de la Mission. Il regroupe les actifs transférés au bureau de Géorgie du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (valeur d'inventaire s'élevant à 3 667 100 dollars et valeur résiduelle à 1 106 900 dollars) ainsi que les actifs (d'une valeur d'inventaire de 3 000 100 dollars et de valeur résiduelle de 821 900 dollars) vendus sur le marché pour un montant total de 363 700 dollars.

6. Le Comité consultatif relève que, selon l'article 5.14, le matériel qui ne peut servir à des opérations de maintien de la paix en cours ou à venir ni à d'autres activités de l'Organisation des Nations Unies financées par des contributions statutaires mais qui peut être utile à d'autres organismes, à des organisations internationales ou à des organisations non gouvernementales est vendu à ces organismes ou organisations. Il relève également que des actifs dont la valeur d'inventaire s'élevait à 3 667 100 dollars ont été cédés à titre gracieux au bureau de Géorgie du HCR. Ayant demandé des précisions, le Comité a été informé qu'il s'agissait essentiellement de conteneurs et d'articles connexes tels que des climatiseurs et des appareils de chauffage utilisés dans les bureaux de la Mission à Soukhoumi et installés dans des locaux privés loués. Ces actifs ne pouvaient pas être classés sous le groupe I, ayant été refusés par d'autres missions auxquelles ils avaient été proposés et ne pouvant être envoyés à Brindisi, pour entreposage temporaire, les coûts d'envoi étant prohibitifs selon une étude.

7. Le Comité consultatif a également été informé que le HCR, en tant qu'organisme « chef de file » de l'équipe de pays des Nations Unies, avait accepté de reprendre le bail de la Mission ainsi que ses actifs, mais qu'il avait fait savoir qu'il ne pourrait pas les racheter, même à leur valeur résiduelle. Il a également été indiqué que vendre ces actifs sur le marché n'aurait pas produit un bénéfice net pour l'Organisation et aurait même pu occasionner des dépenses supplémentaires au titre de la liquidation. Par conséquent, à titre exceptionnel, ils ont été cédés au HCR à titre gracieux, conformément à l'alinéa e) de la règle 105.22, aux termes de laquelle « il est préférable dans l'intérêt de l'Organisation de donner les biens ou de les céder à un prix symbolique à une autre organisation intergouvernementale, à un gouvernement, à un organisme public ou à une autre organisation à but non lucratif ». **Le Comité consultatif prend note des explications fournies pour la cession à titre gracieux des actifs au HCR. Il reste toutefois d'avis que tout aurait dû être fait pour obtenir au moins une somme symbolique au titre de la cession des actifs de l'Organisation à une autre entité.**

8. S'agissant de la grande différence constatée entre la valeur résiduelle et le prix de vente des actifs sur le marché, le Comité consultatif a été informé que la valeur résiduelle avait été calculée par référence au barème d'amortissement de l'annexe H du Manuel de liquidation, le prix de vente qui reflétait les conditions du marché

local résultant d'une procédure d'appel d'offres. Il a également été indiqué que, l'objectif étant d'attirer suffisamment de manifestations d'intérêt, il n'était pas nécessaire de fixer un prix plancher par référence à la valeur résiduelle. Le Comité a également été informé que l'on avait retenu un ensemble de critères pour déterminer la valeur résiduelle des actifs de l'Organisation par souci d'uniformité dans la gestion des actifs des missions. **S'il convient que la valeur résiduelle n'est pas la valeur de vente, le Comité consultatif estime que la grande différence qui existe entre les deux, dans le cas de la MONUG, remet en question l'utilité de la valeur résiduelle comme indicateur approprié de la valeur monétaire des actifs. Citant le cas de neuf ordinateurs portables d'une valeur d'inventaire totale de 18 771 dollars (et d'une valeur résiduelle de 5 895 dollars) qui ont été vendus à 240 dollars, le Comité se demande si l'intérêt de l'Organisation ne commandait pas plutôt de donner ce matériel à des institutions locales.**

9. Le groupe III comprend des actifs sortis de l'inventaire pour les raisons suivantes : accident, défectuosité ou usure normale, ou encore réparation non rentable. Ces actifs, dont la valeur d'inventaire totale s'élevait à 5 308 200 dollars (et la valeur résiduelle à 1 690 400 dollars), comprennent des actifs (valeur d'inventaire de 57 200 dollars) qui ont été déclarés perdus.

10. Le Comité consultatif relève que les actifs rangés dans la catégorie des actifs perdus ou sortis de l'inventaire, dont la valeur s'élevait à 5,3 millions de dollars, représentent 23 % de la valeur d'inventaire totale des actifs de la MONUG. Ayant demandé des précisions, il a reçu un tableau comparant la MONUG à six autres missions de maintien de la paix récemment fermées, à savoir la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, l'Opération des Nations Unies au Burundi, la Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental, la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda et la Mission des Nations Unies en République centrafricaine (voir annexe). À l'exception de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée, qui, avec 53 %, affichait un pourcentage anormalement élevé d'actifs dans la catégorie perdus ou sortis de l'inventaire, le Comité relève que le pourcentage moyen d'actifs dans cette catégorie était de 12,2 %. **Il note le pourcentage élevé de cette catégorie d'actifs déclarés par la MONUG par rapport à d'autres missions de maintien de la paix récemment fermées. En outre, il rappelle que le Comité des commissaires aux comptes s'était préoccupé de l'insuffisance des vérifications des inventaires physiques des biens [A/65/5 (Vol. II), par. 126]. À cet égard, le Comité estime qu'il importe de tenir une comptabilité exacte des actifs pendant toute la durée de vie des missions pour éviter une telle inflation du nombre d'actifs que les missions déclarent perdus ou sortis de l'inventaire au moment de leur liquidation.**

11. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que les actifs dans cette catégorie avaient dépassé leur durée de vie et n'avaient pas été jugés dignes d'être transférés à d'autres missions. Il a également été informé que les actifs sortis de l'inventaire pour usure normale pendant la phase de liquidation avaient 10,5 ans de moyenne d'âge, d'où la hausse du nombre de cette catégorie d'actifs pendant la phase de liquidation. S'agissant du matériel de déminage (d'une valeur d'inventaire de 51 000 dollars environ) sorti de l'inventaire, le Comité a été informé qu'il avait 14 ans de moyenne d'âge et qu'il était en mauvais état ou avait moins de 2 ans de vie utile. Il n'aurait pas été rentable de transférer ce matériel à en juger non seulement par les frais d'envoi mais aussi par les frais d'entretien

découlant de l'entreposage. Le Comité a également été informé que le matériel avait été détruit et vendu au rebut.

12. Le Comité consultatif relève qu'aucun des actifs du groupe III n'a été donné au Gouvernement géorgien. Ayant demandé des précisions, il a été informé qu'en général les actifs n'étaient donnés au pays hôte que s'ils répondaient à certains critères, par exemple si leur don allait dans le sens des objectifs de la mission au lendemain de son mandat. Il a également été informé que ces actifs devaient être jugés acceptables par le pays hôte et ne pas entraîner des coûts d'entretien élevés. L'acceptation du pays hôte obtenue, l'Assemblée générale doit alors se prononcer sur l'approbation de la proposition de don, conformément à l'alinéa e) de l'article 5.14 du Règlement financier. Il a été indiqué que la MONUG n'ayant pas beaucoup d'actifs remplissant ces critères et sa phase de liquidation étant relativement courte, aucun don d'actifs n'avait été envisagé.

III. Recommandation

13. Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre en ce qui concerne la disposition finale des actifs de la MONUG sont indiquées au paragraphe 9 du rapport du Secrétaire général (A/66/569). **Sous réserve des observations qu'il a faites dans les paragraphes précédents, le Comité consultatif recommande à l'Assemblée d'approuver la proposition du Secrétaire général.**

Annexe

Comparaison des actifs des groupes I et III liquidés dans les missions récemment fermées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Cote du document</i>	<i>Mission</i>	<i>Groupe I : actifs transférés à d'autres missions (1)</i>	<i>Pourcentage de la valeur totale (1)/(5)</i>	<i>Groupe III : actifs passés par profits et pertes (4)</i>	<i>Pourcentage de la valeur totale (4)/(5)</i>	<i>Valeur d'inventaire totale des actifs liquidés (5)</i>
A/66/569	Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie	10 735	47	5 308	23	22 710
A/65/678	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée	17 459	31	30 336	53	57 034
A/63/551	Opération des Nations Unies au Burundi	51 337	87	3 080	5	59 152
A/62/756	Mission des Nations Unies en Sierra Leone	37 723	61	3 164	5	61 909
A/60/703	Mission d'appui des Nations Unies au Timor oriental	25 903	47	4 332	8	55 251
A/57/753	Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda	38 352	59	5 895	9	64 473
A/57/631	Mission des Nations Unies en République centrafricaine	6 545	53	2 863	23	12 467